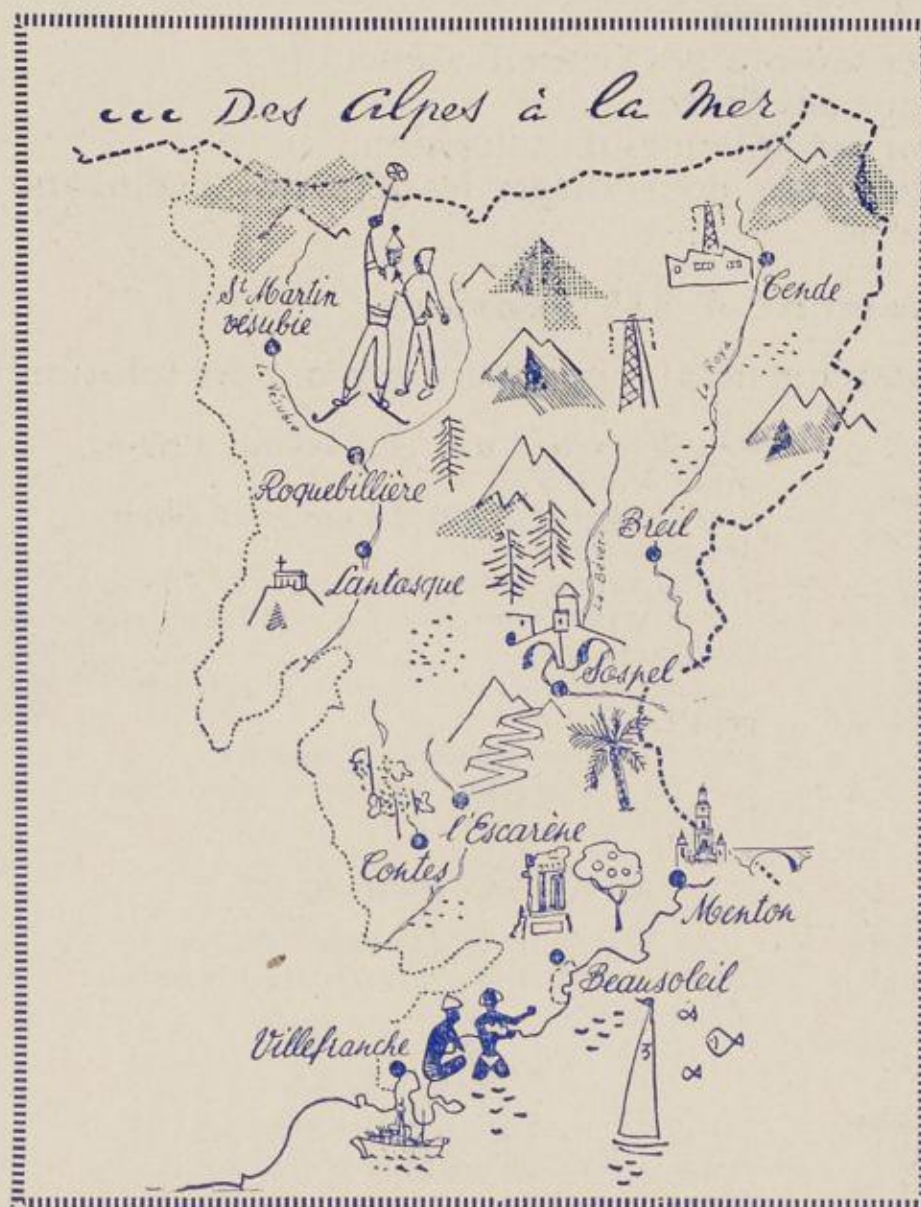


ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

# Francis PALMERO

## SA CARRIÈRE :

- Secrétaire Général de Mairie
- 
- Conseiller Municipal et Premier Adjoint au Maire de Menton, le 26 Avril 1953.
- 
- Maire de Menton, le 14 Février 1954
- 
- Conseiller Général des Alpes-Maritimes, le 20 Avril 1958
- 
- Député de la IV<sup>e</sup> Circonscription des Alpes-Maritimes, le 23 Novembre 1958
- 
- Élu Membre de la Commission des Lois Constitutionnelles de la Législation et de l'Administration de la République par 450 voix sur 470 votants.
- 
- Vice-Président de la Commission des Comptes de l'Assemblée Nationale
- 
- Président du Conseil Général des Alpes-Maritimes, le 17 Juin 1961.



La Démocratie, c'est le contrôle permanent des élus de la Nation sur le Gouvernement de la République.

C'est aussi le contrôle du peuple sur son représentant dont il apprécie le comportement quotidien en cours de mandat, par ses positions publiques inscrites au Journal Officiel.

Me refusant d'adhérer aux partis politiques, nécessaires en République, mais dont la réforme est indispensable, je n'ai reçu d'autres mots d'ordre que ceux de ma conscience et d'autre inspiration que celle de mes mandants.

Par des réunions tenues dans chaque ville, dans chaque village, dans chaque hameau comme par cette circulaire, je rends compte aux électrices et électeurs qui m'ont désigné en 1958, de mon action parlementaire.

En républicain sincère et convaincu, je soumets à leur appréciation cette synthèse du travail de quatre années en témoignage de gratitude pour leur confiance, en gage de mes intentions pour l'avenir.

Francis PALMERO

## SON ACTION AU PARLEMENT

### ● Est intervenu à la Tribune de l'Assemblée Nationale :

- sur **l'équipement scolaire et universitaire**, dont il dénonce les insuffisances (2 Juillet 1959).
- sur la **situation financière des Communes**, aggravée par l'Etat au détriment du contribuable local. (6 Novembre 1959).
- contre les vendeurs à la sauvette, qui font une **concurrence déloyale aux commerçants patentés**. (1<sup>er</sup> Juillet 1960)
- sur les **problèmes routiers** des Alpes-Maritimes à la veille de l'ouverture du tunnel du Mont-Blanc et la nécessité de créer des **liaisons entre la France et l'Italie** (chemin de fer **Nice-Coni**-Routes côtières, percement de tunnels). (10 Novembre 1960)
- pour assurer la défense des **chauffeurs de taxis**, victimes d'attentats.
- pour la lutte contre les pollutions atmosphériques, le **rejet en Méditerranée des déchets atomiques** et les dangers de radio-activité (18 Mai 1961).
- sur les **inconvenients du nouveau franc**, responsable de beaucoup de difficultés et d'erreurs (30 Juin 1961).
- sur la **protection des animaux**, afin d'éviter les cruautés (12 Juillet 1961).
- en faveur de **l'accueil et la réinstallation des Français d'Outre-Mer** (22 Novembre 1961), au cours de laquelle, il dénonce les lenteurs d'application de la loi du 4 Août 1956 sur le reclassement des fonctionnaires et agents français du Maroc et de Tunisie, **demande une juste et intégrale répartition pour les réfugiés d'Algérie, selon l'exemple des dommages de guerre et souhaite un effort matériel et moral de la Nation digne des souffrances physiques et morales de nos compatriotes**.
- sur le **Code de la Nationalité** pour défendre les originaires de Tende et La Brigue (6 Déc. 1961)

### ● A déposé les propositions de lois suivantes :

- n° 410 - tendant à **dégager les budgets** des départements et des Communes **des dépenses incombant à l'Etat**.
- n° 510 - tendant à la **cession à la Commune de LA BRIGUE** des terrains domaniaux de La Marta.



n° 572 - tendant à la réorganisation régionale de l'Enseignement Agricole.

n° 654 - relative à la création du grade de Directeur d'École.

n° 878 - tendant à l'institution d'un Plan de Progrès Social.

n° 982 - tendant à favoriser l'exploitation et le développement des stations balnéaires et leurs plages.

n° 1.143 - tendant à instituer un contrôle technique des véhicules automobiles de tourisme afin de diminuer les accidents de la route.

## ● A été le Rapporteur des Projets de Lois :

- sur la protection de la Nature.
- sur l'organisation des sessions des Conseils Généraux.
- sur le régime juridique des Plages.
- sur la réglementation des antennes de télévision.
- sur les Budgets Communaux pour alléger les dépenses incombant à l'Etat.
- sur les droits de bandite.

## ● A interpellé le Gouvernement à 335 reprises.

- sur des questions d'intérêt général, dont beaucoup ont été solutionnées favorablement et notamment :

### AGRICULTURE

- pour favoriser la création de gîtes ruraux.
- pour des prêts plus importants aux jeunes agriculteurs.
- contre les prestations d'alcool vinique
- contre l'arrachage des vignes.

a demandé en Avril 1960 la convocation du Parlement pour résoudre les problèmes agricoles.

### ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

- pour la reconnaissance de la qualité de Combattant aux Soldats de l'Armée des Alpes
- pour la défense de la retraite du Combattant.
- pour la reconnaissance des droits des déportés et internés.
- pour la Légion d'Honneur aux Anciens Combattants de la Guerre 1914-1918.
- pour la Légion d'Honneur aux Invalides de Guerre.
- pour maintenir la célébration de la Victoire de 1945.
- pour la Défense des Invalides Militaires et la revalorisation de la pension d'invalidité.
- pour la Croix des Combattants Volontaires 1940-1945.
- pour améliorer les pensions des veuves de guerre.
- pour la revalorisation du traitement des Médailleurs Militaires.
- pour le rapport constant.

### ENSEIGNEMENT PUBLIC

- pour la fixation des dates des vacances scolaires en fonction des nécessités familiales et touristiques.
- Pour réaliser des constructions scolaires plus nombreuses.
- Pour le développement de l'enseignement technique, parent pauvre de l'Education Nationale.
- pour l'indemnité de logement des instituteurs.
- pour des subventions au ramassage scolaire
- pour la création de l'Université de Nice et notamment la Faculté de Droit.

### FINANCES

- pour l'allègement de l'impôt sur le revenu

### FRANÇAIS D'OUTRE-MER ET D'ALGÉRIE

- pour les retraités du Maroc et Tunisie.
- pour le logement des rapatriés.

- pour le rachat des cotisations d'Assurance Vieillesse.
- pour le dégrèvement d'impôts en faveur des rapatriés.
- pour la retraite des cheminots de Tunisie
- pour l'Assurance Volontaire des Anciens Commerçants.
- pour des facilités aux industriels d'A.E.N. repliés.
- pour l'aide aux sinistrés d'Agadir.
- pour la réparation intégrale des préjudices subis.

### HYGIENE PUBLIQUE

- contre la Pollution des eaux côtières.
- contre le rejet des déchets atomiques en Méditerranée.

### JUSTICE

- pour la création d'une Cour d'Appel à Nice
- contre les erreurs de la Réforme Judiciaire.
- pour le maintien des greffes de justice.
- pour la juste indemnité en matière d'expropriation d'utilité publique.

### RENTIERS VIAGIERS

- pour l'indexation des rentes viagères.
- pour l'allègement des impôts sur les rentes viagères.
- pour la majoration des rentes du secteur public et particulier.

### RETRAITES ET PERSONNES AGÉES

- pour la Défense des Vieux Travailleurs et Economiquement Faibles.
- contre l'expulsion des personnes âgées et pour l'amélioration de leur sort.
- pour prolonger la validité des billets annuels de congé S.N.C.F. en faveur des gens âgés.
- pour le maintien de la péréquation automatique des pensions.
- pour la création de maisons de retraite.
- pour la retraite des cadres.
- pour le reclassement des travailleurs handicapés.
- pour le relèvement de solde des Sous-Officiers.
- pour la pension de reversion des Commerçants et artisans.

### SOCIAL

- pour l'emploi de la Main d'Œuvre saisonnière étrangère dans la région frontalière.
- pour la réforme hospitalière.
- pour améliorer la situation du personnel hospitalier.

- pour l'assurance accident au personnel hospitalier
- pour la suppression des zones de salaires
- pour l'amélioration des pensions et la prise en compte de l'indemnité de résidence.
- pour les retraites ouvrières et paysannes
- pour l'extension de l'allocation temporaire d'invalidité.
- pour faciliter la gestion financière des Bureaux d'Aide Sociale.
- pour une plus juste répartition des dépenses d'aide Sociale entre les Collectivités.
- pour la défense du personnel des Services Publics Communaux.

### TOURISME

- pour la diminution du prix de l'essence.
- pour la suppression de la vignette auto.
- pour interdire l'utilisation des phares blancs par des voitures étrangères.
- pour un code de la route européen.
- pour une patente saisonnière en faveur des hôtels et meublés de montagne.
- pour l'aide à l'Hôtellerie, trop lourdement grevée d'impôts et de charges.
- contre l'ordonnance du 29 Novembre 1960 supprimant les licences.

### POUR LA COTE D'AZUR

- pour donner le nom de Côte d'Azur au Département des Alpes-Maritimes.
- pour la Sauvegarde de la Vallée des Merveilles.
- contre les servitudes militaires.
- pour une meilleure réception de la Télévision dans notre région.
- pour activer le règlement des Dommages de guerre.
- pour la Reconstruction de la voie ferrée NICE-CONI.
- pour la cession partielle à la France, des Eaux de la Roya.
- pour l'électrification de la voie ferrée MARSEILLE-VINTIMILLE.
- contre l'utilisation militaire de l'Aéroport de Nice.

A réuni chaque année les Quarante Maires et 11 Conseillers Généraux de la Circonscription pour des séances de travail, soit :

- Le 5 Mars 1960, à MENTON
- Le 9 Avril 1961, à BEAUSOLEIL
- Le 10 Mars 1962, à ROQUEBRUNE

au cours desquelles ont été traités tous les problèmes d'intérêt général, s'appliquant à la région.

Telle est brièvement évoquée l'œuvre au Parlement de Francis PALMERO, Député de la IV<sup>e</sup> Circonscription des Alpes-Maritimes

Suppléant Jean FOSSATI, Conseiller Général de Sospel.